



Migrations agricoles, investissements et recompositions territoriales dans le département de Méagui (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire)

Agricultural migration, investment and territorial restructuring in the department of Méagui (South-West Côte d'Ivoire)

YAO Koffi Bertrand

Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

Résumé : Le département de Méagui, situé dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire, constitue un important bassin de production agricole marqué par des migrations anciennes et durables, principalement liées au développement des cultures de rente. L'installation de populations venues d'autres régions ivoiriennes et de pays de la sous-région ouest-africaine a contribué à la transformation de cet espace agricole. Au-delà de leur participation à la production, les migrants mobilisent une partie des revenus tirés de leurs activités dans des investissements réalisés aussi bien dans leur territoire d'accueil que dans leurs espaces d'origine. Cette étude analyse les investissements des migrants agricoles et leurs implications dans les recompositions territoriales du département de Méagui et des espaces avec lesquels ils entretiennent des relations. La démarche méthodologique repose sur une approche mixte associant recherche documentaire, observation directe, entretiens semi-directifs auprès d'acteurs locaux et enquête par questionnaire auprès de 100 migrants agricoles répartis dans cinq localités. Les résultats montrent une prédominance des migrants internes (70 %), tandis que les migrants internationaux représentent 30 % de l'échantillon. La cacaoculture, pratiquée par l'ensemble des enquêtés, constitue le principal support de l'accumulation économique, parallèlement à une diversification vers l'hévéaculture. Les revenus générés alimentent des investissements dans la construction immobilière, le commerce et les services, auxquels s'ajoutent des contributions au financement d'équipements collectifs. Par ailleurs, 97 % des migrants enquêtés effectuent des transferts financiers vers leurs espaces d'origine. Ces ressources y soutiennent principalement les investissements fonciers et résidentiels, les activités productives et commerciales ainsi que certaines réalisations communautaires. Ces pratiques contribuent ainsi à des recompositions socio-économiques et spatiales différenciées entre le territoire d'accueil et les territoires d'origine.

Mots-clés : Migrations agricoles ; investissements ; transferts financiers ; recompositions territoriales ; Méagui ; Côte d'Ivoire.

Abstract : The Department of Méagui, located in southwestern Côte d'Ivoire, is a major agricultural production area characterized by long-standing and sustained migration, mainly driven by the development of cash crops. The settlement of populations originating from other regions of Côte d'Ivoire and West African countries has contributed to the transformation of this agricultural area. Beyond their involvement in agricultural production, migrants invest part of the income generated by their activities both in the host territory and in their areas of origin. This study analyses agricultural migrants' investments and their implications for territorial restructuring in the Department of Méagui and in the areas with which they maintain close ties. The methodology is based

on a mixed-methods approach combining documentary research, direct observation, semi-structured interviews with local stakeholders, and a questionnaire survey of 100 agricultural migrants distributed across five localities. The results show that internal migrants predominate, accounting for 70% of the sample, while international migrants represent 30%. Cocoa farming, practised by all respondents, is the main source of economic accumulation, alongside increasing diversification into rubber cultivation. The income generated is invested in housing construction, trade and services, in addition to contributions towards the financing of community facilities. Furthermore, 97% of the migrants surveyed transfer money to their areas of origin. These financial resources mainly support land and housing investments, productive and commercial activities, as well as community projects. These practices therefore contribute to differentiated socio-economic and spatial restructuring processes in both the host territory and the migrants' areas of origin.

Keywords : Agricultural migration ; investments ; remittances ; territorial restructuring ; Méagui ; Côte d'Ivoire.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22228750>

1 Introduction – Problématique

À l'échelle mondiale, l'intensification des mobilités humaines participe à la recomposition des structures socio-spatiales contemporaines. L'Afrique de l'Ouest s'inscrit au cœur de ces dynamiques à travers des flux migratoires internes et transfrontaliers, notamment sous l'effet de facteurs économiques, environnementaux et sociaux (OIM, 2023, p. 3). Dans cette configuration régionale, la Côte d'Ivoire constitue historiquement un important espace d'accueil des migrations. Le développement de l'économie de plantation, fondée principalement sur le café et le cacao, a fortement contribué à orienter les populations vers les zones forestières du pays. Ces mobilités, initialement associées à la recherche de terres agricoles et d'opportunités économiques, ont progressivement participé aux transformations démographiques, économiques et spatiales des territoires d'accueil. Les travaux de KONE M. et KONE I. (2018, p. 329) montrent ainsi le rôle des trajectoires migratoires et des modalités d'accès au foncier dans la structuration des fronts pionniers ivoiriens.

Le Sud-Ouest ivoirien constitue l'un des principaux espaces d'expression de cette dynamique. Son intégration à l'économie de plantation a été renforcée à partir des années 1970 par les politiques publiques de mise en valeur agricole, dans un contexte caractérisé par l'importance des disponibilités foncières et des conditions agroclimatiques favorables. L'expansion des fronts pionniers s'est accompagnée d'une progression des plantations, notamment cacaoyères, et d'une intensification des migrations agricoles (KOUASSI K. M., 2023, p. 682). Le département de Méagui s'inscrit pleinement dans cette trajectoire. L'importance de l'économie de plantation y a favorisé l'installation durable de populations originaires aussi bien d'autres régions de la Côte d'Ivoire que de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Les migrations agricoles constituent ainsi une composante majeure de la construction économique et territoriale de cet espace.

Toutefois, l'insertion des migrants agricoles à Méagui ne se limite plus à leur participation à la mise en valeur des terres et à la production des cultures de rente. Leur installation durable, l'accumulation de revenus agricoles et leur implication dans différentes activités économiques favorisent progressivement des investissements dépassant le seul secteur agricole. Les revenus tirés notamment du cacao et de l'hévéa sont susceptibles d'être mobilisés dans l'immobilier, le commerce, les services et le financement d'équipements collectifs. Par ces investissements, les migrants participent aux transformations économiques et spatiales de leur territoire d'accueil. Parallèlement, ils maintiennent des relations avec leurs espaces d'origine à travers des transferts financiers destinés aux familles, à l'acquisition foncière, à la construction de logements, au développement d'activités productives et commerciales ou encore au financement de réalisations communautaires. L'espace migratoire apparaît dès lors comme un système relationnel dans lequel circulent des personnes, des revenus et des investissements entre territoire d'accueil et territoires d'origine.

Cette double orientation des investissements soulève une question centrale. Si l'économie de plantation permet aux migrants d'accumuler des ressources dans leur territoire d'accueil, une partie de ces ressources est simultanément transférée et réinvestie dans leurs espaces de départ. Dès lors, l'enjeu n'est plus seulement de déterminer si les migrants contribuent au développement de Méagui, mais de comprendre comment les revenus générés par les migrations agricoles se convertissent en investissements et comment ces investissements participent aux recompositions socio-économiques et spatiales des territoires concernés. Cette perspective permet d'appréhender Méagui non seulement comme un espace de production agricole et d'accueil migratoire, mais également comme un pôle à partir duquel s'organisent des relations économiques et territoriales à plusieurs échelles. La question centrale qui découle de cette problématique est donc la suivante : comment les

investissements issus des migrations agricoles participent-ils aux recompositions territoriales dans le département de Méagui et dans les espaces d'origine des migrants ?

L'étude part de l'hypothèse que les revenus issus des activités agricoles des migrants alimentent des investissements privés et collectifs qui produisent des recompositions socio-économiques et spatiales différenciées dans le territoire d'accueil et dans les territoires d'origine. Elle vise ainsi à analyser les mécanismes par lesquels les migrations agricoles, à travers les revenus, les investissements et les transferts financiers qu'elles génèrent, contribuent à la transformation des territoires concernés.

2 Méthodologie

2.1 Présentation de l'espace d'étude

Situé dans la région de la Nawa, au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire, le département de Méagui a été érigé par le décret n° 2012-611 du 4 juillet 2012. Il comprend trois sous-préfectures : Méagui, chef-lieu du département, Oupoyo et Gnamangui. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2021, le département compte 153 483 habitants. Il s'étend sur une superficie de 4 779 km² et est limité par le département de Soubré au Nord, ceux de Guéyo et de Sassandra à l'Est, le département de San-Pédro au Sud et le Parc national de Taï à l'Ouest. Il est localisé entre 5°18' et 5°26' de latitude Nord et 6°31' et 6°50' de longitude Ouest (figure 1).



Figure 1. Carte de localisation du département de Méagui.

Le département de Méagui appartient à l'espace forestier du Sud-Ouest ivoirien, fortement marqué par le développement de l'agriculture de plantation. Son relief est principalement constitué de plateaux dont les altitudes décroissent globalement d'ouest en est, de 230 à 100 m, et qui sont entaillés par de nombreux bas-fonds et cours d'eau. Ces caractéristiques physiques ont favorisé le développement des activités agricoles qui constituent l'un des fondements de l'attractivité économique du territoire.

Cette vocation agricole confère à Méagui une place importante dans les dynamiques migratoires étudiées. Le développement de l'économie de plantation, particulièrement autour des cultures de rente, a favorisé l'installation de populations provenant d'autres régions de la Côte d'Ivoire ainsi que de pays de la sous-région ouest-africaine. Comme établi dans l'introduction, ces installations ne se limitent plus à une logique de mobilisation de la main-

d'œuvre agricole : elles s'inscrivent dans des processus d'ancrage territorial et d'accumulation économique qui constituent le point de départ des investissements analysés dans cette étude.

L'étude de terrain porte plus spécifiquement sur cinq localités du département : Méagui, Pogréagui, Gnipi 2, Petit Bondoukou et Walèbo. Ce dispositif associe le centre urbain de Méagui à quatre localités rurales, permettant d'appréhender les manifestations des investissements et des recompositions territoriales dans des contextes spatiaux différenciés. Ces localités constituent les sites retenus pour l'enquête auprès des migrants agricoles (figure 2). Le manuscrit confirme effectivement que l'enquête quantitative a été conduite dans ces cinq localités, à raison de 20 migrants par site.



Figure 2. Carte de situation des sites d'étude.

2.2 Méthode de collecte et traitement des données

La démarche méthodologique adoptée repose sur une approche mixte combinant recherche documentaire, observation directe, entretiens semi-directifs et enquête par questionnaire. Les investigations de terrain ont été réalisées en deux phases, de mi-février à mi-mars 2026, puis en avril 2026. La recherche documentaire a porté sur les migrations agricoles, l'économie de plantation et leurs relations avec les transformations des territoires d'accueil et d'origine. Elle a permis de préciser le contexte historique et territorial des migrations dans le Sud-Ouest ivoirien et de confronter les résultats obtenus à Méagui aux travaux antérieurs. L'observation directe, menée dans les différentes localités retenues, a servi à identifier les manifestations spatiales des investissements des migrants, notamment dans l'habitat, le commerce, les services et les équipements collectifs. Des entretiens semi-directifs ont également été réalisés auprès d'autorités administratives et de leaders d'opinion, notamment des chefs de communauté, des responsables associatifs et des responsables de mutuelles. Ils ont porté sur les facteurs de la migration agricole, les modalités d'insertion des migrants, leurs formes d'organisation collective et les effets territoriaux associés à leurs activités et investissements. Le volet quantitatif s'est appuyé sur une enquête par questionnaire auprès de 100 migrants agricoles, répartis entre cinq localités : Méagui, Pogréagui, Gnipi 2, Petit Bondoukou et Walèbo, à raison de 20 enquêtés par localité. Le choix des enquêtés repose sur quatre grands critères géographiques et socio-économiques : le statut migratoire et l'ancrage territorial, la nature de l'activité et de

l'investissement agricoles, la stratification spatiale par quotas géographiques et le statut de chef de ménage ou d'exploitation du répondant.

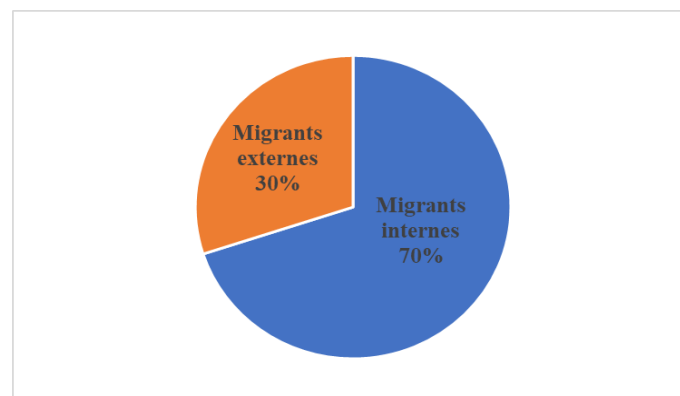
En l'absence d'une base de sondage exhaustive des migrants agricoles, un échantillonnage raisonné a été retenu. La population enquêtée comprend 70 migrants internes, de nationalité ivoirienne et originaires d'autres régions du pays, et 30 migrants internationaux, principalement issus de pays de la sous-région ouest-africaine. Cette distinction a permis de comparer leurs caractéristiques migratoires et socio-économiques ainsi que leurs pratiques d'investissement dans les territoires d'accueil et d'origine. Le questionnaire a renseigné les caractéristiques sociodémographiques et migratoires des enquêtés, leurs activités agricoles, les revenus générés, les investissements réalisés à Méagui ainsi que les transferts financiers et les investissements effectués dans leurs espaces d'origine. Les données quantitatives ont été saisies et traitées sous Microsoft Excel à partir d'analyses statistiques descriptives portant sur les effectifs, les fréquences et les proportions ; elles ont ensuite été représentées sous forme de tableaux et de graphiques. Pour les questions à réponses multiples relatives notamment aux investissements, un même enquêté pouvait déclarer plusieurs modalités, de sorte que les pourcentages correspondants ne sont pas nécessairement additifs. Les informations issues des entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique de contenu, organisée autour des facteurs migratoires, de l'insertion des migrants, des formes d'organisation collective, des investissements et de leurs effets territoriaux. Elles ont permis de compléter et d'éclairer les données quantitatives et les observations directes. Enfin, le traitement cartographique a été réalisé sous QGIS afin de spatialiser l'espace d'étude et les localités enquêtées. La mise en relation des données quantitatives, qualitatives, cartographiques et d'observation a permis d'analyser les articulations entre migrations agricoles, accumulation économique, investissements et recompositions territoriales dans les espaces d'accueil et d'origine.

3 Résultats

3.1 Des migrations agricoles structurées par l'attractivité de l'économie de plantation

3.1.1 Origines géographiques et composition des flux migratoires

Les migrations agricoles observées dans le département de Méagui se caractérisent par la coexistence de mobilités internes à la Côte d'Ivoire et de migrations internationales ouest-africaines. Les données recueillies auprès des 100 migrants agricoles enquêtés montrent toutefois une nette prédominance des premières. En effet, 70 % des enquêtés sont des migrants internes, contre 30 % de migrants internationaux (figure 3). Cette structure montre que l'attractivité agricole de Méagui s'exerce d'abord à l'échelle nationale, tout en s'inscrivant dans des circulations migratoires dépassant les frontières ivoiriennes.



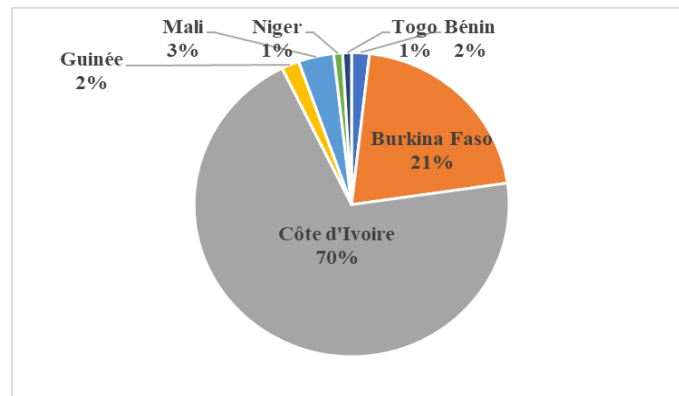
Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 3. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon leur origine géographique.

Au sein des migrations internes, la composante baoulé occupe une place prépondérante. Les Baoulé représentent 45,4 % des migrants internes enquêtés et proviennent principalement du Centre de la Côte d'Ivoire. Ils constituent ainsi le premier groupe parmi les migrants agricoles ivoiriens recensés dans l'espace étudié. Les autres composantes nationales sont notamment constituées des Anôh, des Agni, des Malinké, des Sénoufo et, dans une moindre mesure, des Lobi. Le peuplement agricole migrant de Méagui résulte donc de l'apport de plusieurs régions ivoiriennes, avec une prédominance des populations originaires du Centre et de l'Est du pays.

La composante internationale, qui représente 30 % de l'échantillon, est principalement issue des pays de l'espace ouest-africain. La figure 4 montre que les ressortissants du Burkina Faso représentent 21 % de l'ensemble des migrants agricoles enquêtés, soit 70 % des migrants internationaux de l'échantillon. Ils constituent ainsi de loin la

première communauté étrangère recensée. Les autres nationalités sont représentées dans des proportions beaucoup plus faibles : Maliens (3 %), Guinéens (2 %), Béninois (2 %), Nigériens (1 %) et Togolais (1 %).



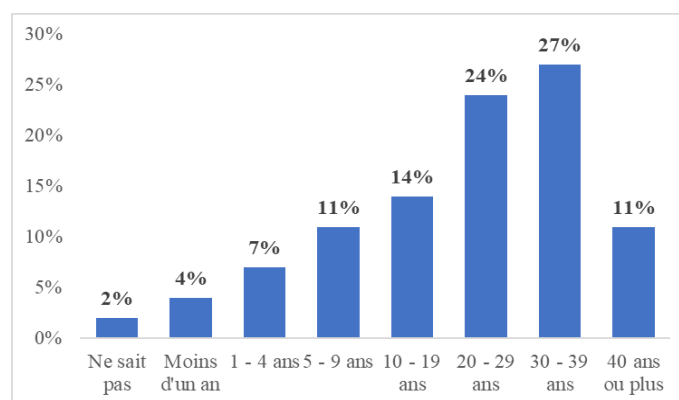
Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 4. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon leur pays de nationalité

La lecture combinée des figures 3 et 4 met ainsi en évidence une double structuration des flux migratoires agricoles à Méagui. D'une part, les mobilités internes, largement majoritaires, mettent principalement en relation le département avec d'autres régions de la Côte d'Ivoire. D'autre part, les migrations internationales inscrivent Méagui dans un espace migratoire ouest-africain dominé, dans l'échantillon étudié, par les ressortissants burkinabè. Cette diversité des origines confirme que le bassin agricole de Méagui constitue un espace de convergence de populations attirées par les possibilités économiques offertes par l'agriculture de plantation. L'ancienneté de leur présence permet toutefois de dépasser la seule analyse de leur provenance pour examiner leur ancrage progressif dans le territoire d'accueil.

3.1.2 Ancienneté d'installation et facteurs de la migration

L'ancienneté d'installation constitue un indicateur important de l'ancrage des migrants agricoles dans le département de Méagui. Les résultats de la figure 5 montrent une présence migratoire qui s'inscrit dans la durée. En effet, 62 % des migrants agricoles enquêtés sont installés dans le département depuis au moins 20 ans. Cette proportion comprend 24 % d'enquêtés présents depuis 20 à 29 ans, 27 % depuis 30 à 39 ans et 11 % depuis 40 ans ou plus. La catégorie des migrants installés depuis 30 à 39 ans est ainsi la plus représentée de l'échantillon. Ces résultats témoignent du caractère ancien d'une part importante des migrations agricoles vers Méagui.



Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 5. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon l'ancienneté d'installation dans le département de Méagui.

À côté de ces installations anciennes subsistent des arrivées plus récentes. Les migrants présents depuis moins de dix ans représentent 22 % des enquêtés : 4 % sont installés depuis moins d'un an, 7 % depuis 1 à 4 ans et 11 %

depuis 5 à 9 ans. Les installations comprises entre 10 et 19 ans concernent 14 % de l'échantillon, tandis que 2 % des personnes interrogées n'ont pas précisé leur ancienneté. La distribution observée traduit ainsi la superposition de plusieurs générations migratoires. Si les installations anciennes dominent largement, la présence de migrants récemment arrivés indique que Méagui continue d'accueillir de nouvelles populations agricoles.

Les facteurs à l'origine de ces migrations combinent des contraintes dans les territoires de départ et les opportunités offertes par le territoire d'accueil. Pour les migrants provenant des espaces sahéliens, notamment du Burkina Faso et du Mali, les difficultés économiques et environnementales constituent des facteurs de départ. L'aridité et les difficultés liées aux activités agricoles dans ces espaces contribuent à orienter une partie des populations rurales vers les zones forestières du Sud-Ouest ivoirien. Chez les migrants internes, particulièrement ceux provenant du Centre de la Côte d'Ivoire, les contraintes foncières et la recherche de terres cultivables participent également aux mobilités vers Méagui.

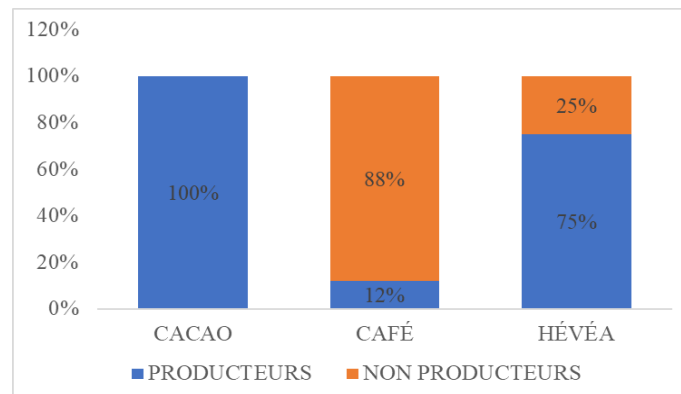
À ces facteurs répulsifs s'ajoute l'attractivité de Méagui, fondée principalement sur les possibilités offertes par l'économie de plantation. La disponibilité des terres agricoles et les opportunités d'insertion dans les cultures de rente ont favorisé l'orientation et la fixation des populations migrantes dans cet espace. Les réseaux familiaux et communautaires contribuent également à entretenir ces mobilités. La présence de parents, de connaissances ou de membres d'une même communauté dans le territoire d'accueil facilite l'arrivée des nouveaux migrants, leur insertion sociale et leur installation. Ces réseaux constituent ainsi des relais dans la reproduction des flux migratoires et dans la consolidation de l'ancrage territorial des populations déjà installées.

3.2 L'agriculture de rente comme fondement de l'accumulation économique des migrants

L'insertion économique des migrants agricoles dans le département de Méagui repose principalement sur l'exploitation des cultures de rente. Ces activités constituent le socle de leur système productif et génèrent les ressources à partir desquelles se développent progressivement les capacités d'accumulation et d'investissement. L'analyse des cultures pratiquées et des revenus qui en découlent permet ainsi de comprendre les fondements économiques des investissements réalisés par les migrants aussi bien dans leur territoire d'accueil que dans leurs espaces d'origine.

3.2.1 Les systèmes de production agricole des migrants

Les systèmes de production des migrants agricoles enquêtés sont structurés autour de trois principales cultures pérennes d'exportation : le cacao, l'hévéa et le café. Leur importance est toutefois très inégale. Comme l'indique la figure 6, la cacaoculture occupe une position dominante puisque 100 % des migrants agricoles interrogés déclarent pratiquer cette culture. Le cacao constitue ainsi le dénominateur commun des systèmes de production des exploitants enquêtés et confirme la forte spécialisation cacaoyère de l'activité agricole migrante à Méagui.



Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 6. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon les principales cultures d'exportation pratiquées

NB : Question à réponses multiples ; un même exploitant peut pratiquer plusieurs cultures.

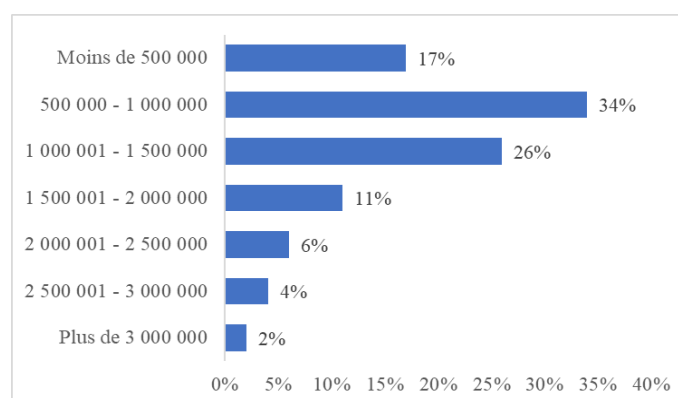
À cette prédominance du cacao s'ajoute une forte présence de l'hévéaculture. Trois migrants agricoles sur quatre (75 %) déclarent cultiver l'hévéa. L'écart de seulement 25 points entre la pratique du cacao et celle de l'hévéa montre que cette dernière occupe désormais une place importante dans les systèmes de production des enquêtés. Puisque tous les enquêtés pratiquent le cacao et que 75 % cultivent également l'hévéa, les données indiquent qu'au moins trois quarts des migrants interrogés associent le cacao à l'hévéa dans leur portefeuille de cultures de rente.

Le système productif ne repose donc pas uniquement sur une spécialisation cacaoyère : il est également marqué par une diversification importante vers l'hévéaculture.

Le café présente une situation très différente. Il n'est pratiqué que par 12 % des migrants agricoles enquêtés, soit un écart de 88 points avec le cacao et de 63 points avec l'hévéa. Cette faible proportion traduit la place désormais secondaire du café dans les systèmes de production observés. Alors que le binôme café-cacao a historiquement constitué la base de l'économie de plantation de la région, la configuration enregistrée auprès des migrants enquêtés repose désormais davantage sur un couple cacao-hévéa, le café n'occupant plus qu'une position marginale

3.2.2 Les revenus agricoles et la constitution d'une capacité d'investissement

Les revenus tirés de l'agriculture de rente constituent la principale assise financière des migrants agricoles enquêtés. La hausse du prix bord champ du cacao au cours de la campagne 2025-2026 a contribué à accroître les recettes des producteurs. Cette évolution intervient toutefois dans un contexte marqué par la faiblesse des rendements agricoles et l'augmentation des coûts de production, notamment ceux liés aux intrants et à la main-d'œuvre. Au-delà de cette conjoncture, les données d'enquête révèlent surtout d'importantes différences de revenus entre les exploitants (figure 7).



Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 7. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon la tranche de revenu annuel moyen.

La figure 7 montre que 51 % des migrants agricoles enquêtés disposent d'un revenu annuel inférieur ou égal à 1 000 000 F CFA. Cette proportion comprend 17 % d'exploitants percevant moins de 500 000 F CFA et 34 % dont les revenus se situent entre 500 000 et 1 000 000 F CFA. Les revenus intermédiaires, compris entre 1 000 001 et 2 000 000 F CFA, concernent 37 % des enquêtés, dont 26 % dans la tranche de 1 000 001 à 1 500 000 F CFA et 11 % entre 1 500 001 et 2 000 000 F CFA. Enfin, seuls 12 % des migrants interrogés déclarent plus de 2 000 000 F CFA par an, dont 2 % dépassent 3 000 000 F CFA.

Cette distribution met ainsi en évidence une capacité d'accumulation financière différenciée au sein de la population étudiée. Si la majorité des exploitants appartient aux catégories de revenus modestes, près de la moitié des enquêtés (49 %) perçoit plus d'un million de F CFA par an. Les revenus générés par l'agriculture de rente constituent dès lors, à des degrés variables selon les exploitants, une base financière susceptible d'alimenter des stratégies d'épargne, de transfert et d'investissement. L'examen des modalités de réinvestissement de ces ressources permet ainsi d'apprécier leur contribution aux recompositions du territoire d'accueil.

3.3 Les investissements des migrants et les recompositions du territoire d'accueil

Les revenus issus de l'agriculture de rente ne restent pas exclusivement affectés aux activités agricoles. Une partie est réinvestie dans le territoire d'accueil à travers la construction immobilière, les activités commerciales et différents services. Ces investissements traduisent une diversification économique des migrants et participent aux transformations du tissu urbain et rural de Méagui.

3.3.1 Les investissements immobiliers, commerciaux et de services

Les investissements réalisés par les migrants agricoles dans leur territoire d'accueil se répartissent entre trois principaux secteurs. La construction immobilière occupe une place prépondérante : 49 % des investissements déclarés concernent ce secteur. Elle se manifeste principalement par la construction d'habitations modernes en dur

à Méagui (20 %) et dans les localités rurales (15 %), mais également par la réalisation de cours communes (11 %) et d'immeubles (3 %), (tableau 1).

Tableau 1. Investissements des migrants agricoles enquêtés dans le territoire d'accueil.

Secteurs	Types	Proportion (%)
Construction immobilière	Habitations modernes en dur en zone rurale	15 %
	Habitations modernes en dur à Méagui	20 %
	Cours communes	11 %
	Immeubles	3 %
Commerce	Détail	15 %
	Produits manufacturés	3 %
	Intrants agricoles et produits phytosanitaires	12 %
Services de proximité et d'utilité publique	Transports par motos-taxis	11 %
	Transports interurbain	7 %
	École privée	1 %
	Ateliers de réparation mécanique	3 %
	Hôtel	4 %
	Maquis et téléboutiques	5 %

Source : Données d'enquête, avril 2026.

La prédominance de l'immobilier traduit une orientation importante des revenus agricoles vers la constitution d'un patrimoine résidentiel et locatif. Les constructions réalisées aussi bien dans la ville de Méagui que dans les localités rurales contribuent à la transformation de l'habitat, tandis que les cours communes et les immeubles introduisent une fonction locative dans les stratégies d'investissement. La photographie d'une habitation construite par un exploitant agricole baoulé à Cheickville illustre cette matérialisation des revenus agricoles dans le paysage urbain. Le commerce constitue le deuxième domaine d'investissement, avec une proportion cumulée de 30 %. Les capitaux sont principalement orientés vers le commerce de détail (15 %) et la vente d'intrants agricoles et de produits phytosanitaires (12 %), contre 3 % pour les produits manufacturés. Cette répartition montre que les investissements commerciaux s'inscrivent à la fois dans la satisfaction des besoins courants et dans l'accompagnement de l'économie agricole locale.

Les migrants investissent enfin dans une gamme diversifiée de services, notamment les motos-taxis (11 %), le transport interurbain (7 %), les maquis et téléboutiques (5 %), l'hôtellerie (4 %), la réparation mécanique (3 %) et l'enseignement privé (1 %). Cette diversification montre que les revenus provenant de l'agriculture de rente alimentent des activités situées en dehors du secteur agricole. Les investissements des migrants participent ainsi simultanément à la transformation du bâti, à l'animation du tissu commercial et à l'élargissement de l'offre locale de services.

3.3.2 Les investissements collectifs et les équipements locaux

Au-delà des investissements individuels dans l'immobilier, le commerce et les services, les migrants agricoles participent également au financement d'équipements collectifs dans leurs localités d'accueil. Cette implication concerne principalement l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable et prend la forme de contributions financières, matérielles ou organisationnelles à la réalisation et à l'amélioration des infrastructures locales (tableau 2).

Tableau 2. Participation des migrants agricoles ruraux au financement et à la réalisation d'équipements socio-collectifs.

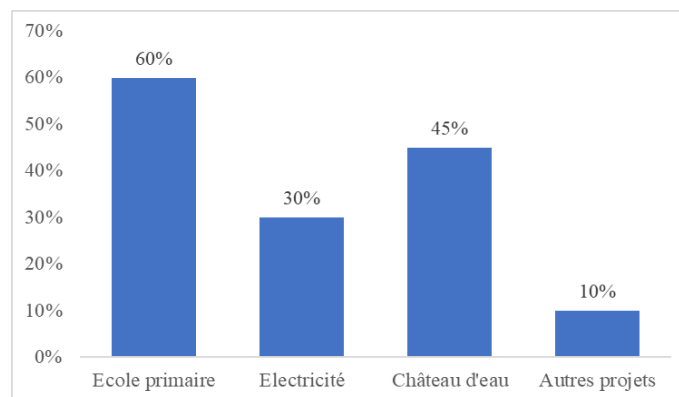
Localités villageoises	Equipements publics					
	Dispensaire		Ecole primaire		Hydraulique Villageoise/Bornes-fontaines	
	n	%	n	%	n	%
Pogréagui	18	22,50	20	25,00	20	25,00
Gnipi 2	9	11,25	14	17,50	-	-
Petit Bondoukou	6	7,50	17	21,25	-	-
Walèbo	15	10,00	13	16,25	20	25,00
Ensemble	51	63,75	64	80,00	40	50,00

Source : Données d'enquête, avril 2026.

NB : *n* = effectif ; % = pourcentage.

Dans les espaces ruraux, l'éducation constitue le premier domaine de mobilisation collective, avec 80 % des migrants concernés, soit 64 personnes. Elle est suivie par la santé, pour laquelle 63,75 % (51 migrants) déclarent avoir participé au financement ou à la réalisation de dispensaires. L'accès à l'eau constitue également un domaine important d'intervention puisque 50 % des enquêtés concernés, soit 40 personnes, ont contribué à des projets d'hydraulique villageoise ou de bornes-fontaines. Ces résultats montrent que les investissements collectifs sont prioritairement orientés vers des équipements répondant aux besoins sociaux essentiels des populations.

Cette dynamique ne se limite pas aux espaces ruraux. Dans la ville de Méagui, les migrants agricoles participent également à la réalisation de projets collectifs. La figure 8 montre que leurs contributions concernent plusieurs secteurs, avec une orientation préférentielle vers les services sociaux de base. L'éducation arrive en tête, puisque 60 % des migrants agricoles urbains interrogés déclarent avoir participé à des projets relevant de ce secteur.



Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 8. Répartition des migrants agricoles urbains selon leur participation à la réalisation de projets public

NB : *Question à réponses multiples.*

La participation des migrants prend également des formes organisées. Les coopératives agricoles et les associations de migrants interviennent dans le financement, la construction ou l'équipement d'infrastructures collectives. Les réalisations recensées concernent notamment les établissements scolaires, les équipements sanitaires, l'approvisionnement en eau et d'autres infrastructures d'intérêt collectif. Ces interventions montrent que les revenus issus de l'économie de plantation ne sont pas uniquement transformés en patrimoine privé ou en activités marchandes ; une partie est également mobilisée dans des réalisations bénéficiant aux communautés locales.

Ainsi, les investissements des migrants agricoles agissent sur le territoire d'accueil selon deux modalités complémentaires. Les investissements individuels contribuent à la transformation de l'habitat et au développement du commerce et des services, tandis que les investissements collectifs participent au renforcement des équipements éducatifs, sanitaires et hydrauliques. Cette double intervention traduit le passage d'une accumulation fondée sur

l'agriculture de rente à une territorialisation des revenus agricoles, matérialisée par des réalisations qui modifient progressivement les conditions d'équipement et l'organisation de l'espace local.

3.3.3 Les effets socio-économiques et spatiaux des investissements dans le territoire d'accueil

Les investissements réalisés par les migrants agricoles contribuent à modifier les fonctions économiques et la physionomie du territoire d'accueil. Dans la ville de Méagui, les revenus issus de l'agriculture de rente sont réinvestis dans l'immobilier, le commerce et les services. La construction d'habitations modernes, de cours communes et d'immeubles locatifs participe à la transformation du paysage bâti, tandis que les investissements dans le commerce, le transport, l'hôtellerie et les autres services renforcent la diversification des activités économiques locales.

Cette diversification traduit une circulation des capitaux entre les espaces de production agricole et l'économie urbaine. L'investissement dans l'Hôtel Bon Vent à Méagui en constitue une manifestation concrète : les ressources accumulées dans l'agriculture sont converties en actifs relevant du secteur tertiaire. De même, les constructions résidentielles réalisées dans les quartiers périphériques, à l'image de celle observée à Cheickville, matérialisent l'inscription des revenus agricoles dans le paysage urbain.

Les effets territoriaux concernent également les équipements collectifs. Les contributions des migrants et des organisations agricoles participent au renforcement des infrastructures éducatives, sanitaires et hydrauliques. Dans les espaces ruraux enquêtés, 80 % des migrants concernés déclarent avoir participé au financement d'équipements éducatifs, 63,75 % à celui de dispensaires et 50 % à des réalisations hydrauliques. Les réalisations observées, notamment le Collège privé de la SCAES et le château d'eau financé par l'ECAM à Cheickville, donnent une traduction matérielle à cette participation.

Planche 1. Manifestations socio-économiques et spatiales des investissements des migrants agricoles dans le territoire d'accueil.



A. Habitation construite par un exploitant agricole baoulé à Cheickville ; **B.** Hôtel Bon Vent dans le quartier Baya à Méagui ; **C.** Bâtiment du Collège privé de la SCAES à Méagui ; **D.** Château d'eau financé par l'ECAM à Cheickville.

Prises de vue : YAO K. Bertrand, avril 2026.

La planche 1 met ainsi en évidence deux formes complémentaires de territorialisation des revenus agricoles. La première est individuelle et patrimoniale : elle se traduit par la modernisation de l'habitat et la diversification vers des activités de services. La seconde est collective et concerne le financement ou la réalisation d'équipements destinés aux communautés locales. Dans l'espace urbain comme dans les localités rurales, ces investissements

participent ainsi à une recomposition du territoire associant transformation du bâti, diversification économique et amélioration de l'équipement local.

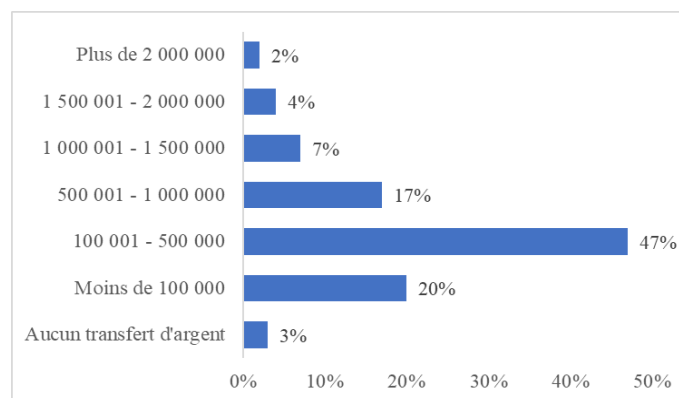
3.4 Transferts financiers et recompositions des territoires d'origine

L'ancrage économique des migrants agricoles à Méagui ne rompt pas leurs relations avec leurs territoires de départ. Une partie des revenus générés par l'agriculture de rente est transférée vers les familles et les communautés d'origine. Ces flux mettent ainsi en relation l'espace d'installation et les espaces de départ et constituent le support financier d'investissements susceptibles d'y produire des transformations socio-économiques et spatiales.

3.4.1 L'importance et les modalités des transferts financiers

Les transferts financiers vers les territoires d'origine constituent une pratique largement répandue parmi les migrants agricoles enquêtés. 97 % des personnes interrogées déclarent effectuer des envois de fonds, ce qui témoigne du maintien de relations économiques étroites avec les espaces de départ malgré leur installation à Méagui. Les transferts empruntent à la fois des circuits formels, notamment les institutions financières et les services de transfert par téléphonie mobile, et des circuits informels reposant sur le convoyage lors des déplacements ou sur des intermédiaires de confiance.

La figure 9 met toutefois en évidence une forte différenciation des montants transférés. La tranche comprise entre 100 001 et 500 000 F CFA par an est la plus représentée, avec 47 % des enquêtés. Les transferts inférieurs ou égaux à 100 000 F CFA concernent 20 % des migrants, tandis que 17 % déclarent envoyer entre 500 001 et 1 000 000 F CFA. Les transferts supérieurs à un million de F CFA sont plus limités : 7 % des enquêtés transfèrent entre 1 000 001 et 1 500 000 F CFA, 4 % entre 1 500 001 et 2 000 000 F CFA et seulement 2 % plus de 2 000 000 F CFA par an.



Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 9. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon les montants annuels transférés vers les territoires d'origine.

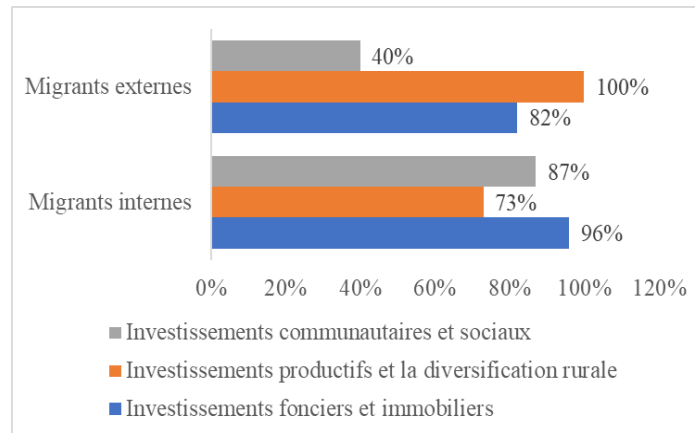
Ainsi, 67 % des migrants interrogés transfèrent au maximum 500 000 F CFA par an, contre 30 % qui déclarent des montants supérieurs à ce seuil. Cette structure montre que la forte diffusion de la pratique des transferts ne signifie pas une homogénéité des capacités financières : les montants envoyés restent différenciés selon les migrants. Elle met surtout en évidence une circulation régulière d'une partie des ressources produites dans le bassin agricole de Méagui vers les territoires d'origine.

Ces flux financiers constituent dès lors un mécanisme essentiel de mise en relation entre territoire d'accueil et territoires d'origine. Les revenus générés par l'agriculture de rente ne sont donc pas exclusivement réinvestis à Méagui : ils alimentent également des espaces extérieurs au département. L'enjeu est alors de déterminer comment ces ressources transférées sont converties en investissements et dans quelle mesure elles participent aux recompositions des territoires de départ.

3.4.2 Des formes d'investissement différenciées selon les catégories de migrants

Les ressources transférées vers les territoires d'origine sont orientées vers plusieurs formes d'investissement dont l'importance varie selon les catégories de migrants. Les données de la figure 10 permettent de distinguer trois grandes orientations : les investissements fonciers et immobiliers, les investissements productifs et commerciaux et les investissements communautaires. Leur comparaison met en évidence à la fois des pratiques communes aux migrants internes et externes et des différences dans l'affectation des ressources accumulées à Méagui.

Les investissements fonciers et immobiliers occupent une place importante dans les deux groupes. Ils concernent 96 % des migrants internes contre 82 % des migrants externes. Ils se matérialisent principalement par l'acquisition de terrains et la construction d'habitations dans les espaces de départ. La forte proportion enregistrée dans les deux catégories montre que la constitution d'un patrimoine foncier et résidentiel représente une orientation majeure du réinvestissement des revenus agricoles. Ces pratiques contribuent à inscrire matériellement les ressources acquises à Méagui dans les territoires d'origine.



Source : Enquêtes de terrain, avril 2026.

Figure 10. Répartition des migrants agricoles enquêtés selon les types d'investissement réalisés dans les territoires d'origine.

NB : Plusieurs réponses étaient possibles ; un même migrant pouvait déclarer plusieurs types d'investissement.

Les différences entre les deux catégories apparaissent davantage dans les autres formes d'investissement. Les investissements productifs et commerciaux sont particulièrement représentés chez les migrants externes, pour lesquels la figure 17 indique une proportion de 100 %. Ils concernent notamment les activités agricoles et commerciales et traduisent une orientation des capitaux transférés vers des activités susceptibles de renforcer ou de diversifier les bases économiques dans les territoires de départ.

À l'inverse, les investissements communautaires sont plus fréquents chez les migrants internes. Ils concernent 87 % de ces derniers, contre 40 % des migrants externes. Ces investissements portent notamment sur la participation au financement ou à la réalisation d'équipements collectifs, tels que les infrastructures éducatives et hydrauliques. Cette différence montre que la contribution aux réalisations communautaires occupe une place plus importante dans les pratiques d'investissement des migrants internes enquêtés.

La figure 17 révèle ainsi des stratégies d'investissement à la fois convergentes et différenciées. La convergence concerne principalement le foncier et l'immobilier, fortement investis par les deux catégories. La différenciation apparaît davantage dans l'orientation des autres capitaux : les investissements productifs et commerciaux sont particulièrement présents chez les migrants externes, tandis que les investissements communautaires caractérisent davantage les migrants internes. Les revenus générés dans le bassin agricole de Méagui sont ainsi redistribués selon plusieurs circuits et contribuent, dans les territoires d'origine, à la constitution de patrimoines, au développement d'activités économiques et au financement d'équipements collectifs. Ces différentes formes de réinvestissement constituent l'une des modalités par lesquelles les migrations agricoles participent aux recompositions économiques et spatiales des territoires de départ.

4 Discussion des résultats

4.1 Migrations agricoles et ancrage territorial dans un espace de front pionnier

Les résultats obtenus confirment le rôle structurant des migrations dans la mise en valeur agricole du département de Méagui. La prédominance des migrants internes (70 %), notamment des populations baoulé, associée à une composante internationale principalement burkinabè, traduit une configuration migratoire caractéristique des espaces de plantation du Sud-Ouest ivoirien. Cette situation rejoint les observations de YAO K. J. et al. (2018, p. 83) qui relevaient déjà à Méagui l'importance des Baoulé dans les migrations internes et la forte présence des ressortissants burkinabè dans les espaces ruraux. Elle concorde également avec les résultats de ADOU D. L. et al. (2023, p. 415) à Bléniméouin, dans l'Ouest ivoirien, où l'économie cacaoyère associe migrations internes, notamment baoulé, et migrations internationales dominées par les populations originaires du Burkina Faso.

Cette convergence montre que la configuration observée à Méagui s'inscrit dans une dynamique plus générale de front pionnier agricole. L'accès aux ressources foncières et le développement des cultures de rente ont historiquement favorisé l'arrivée de populations provenant aussi bien d'autres régions ivoiriennes que des pays voisins. Les travaux de KONE M. et KONE I. (2018) sur les fronts pionniers ivoiriens soulignent précisément l'importance des parcours migratoires et des modalités d'accès au foncier dans la constitution de ces espaces agricoles.

Les résultats de Méagui apportent cependant une dimension supplémentaire : celle de la durabilité de l'installation. Le fait que 62 % des migrants enquêtés résident dans le département depuis au moins vingt ans indique que les mobilités agricoles ne se réduisent pas à des déplacements temporaires de main-d'œuvre. Elles conduisent, pour une part importante des migrants, à une fixation durable dans le territoire d'accueil. Cet ancrage est essentiel pour comprendre leur capacité à développer des activités agricoles pérennes, à accumuler des ressources et à investir progressivement dans d'autres secteurs économiques. La migration agricole apparaît ainsi comme un processus associant mobilité, installation durable et insertion économique.

4.2 De la rente agricole aux recompositions du territoire d'accueil

Les résultats montrent que l'agriculture de rente constitue le socle économique à partir duquel se développent les investissements des migrants. La généralisation du cacao, pratiqué par l'ensemble des exploitants interrogés, et son association fréquente avec l'hévéa traduisent une économie migrante fortement intégrée aux cultures pérennes d'exportation. Les revenus qui en résultent, bien que très différenciés entre exploitants, alimentent des investissements dans l'immobilier, le commerce et les services. La rente agricole établit ainsi une articulation entre économie rurale de production et diversification des fonctions urbaines.

Cette relation se matérialise particulièrement dans le secteur immobilier. Les constructions résidentielles, les cours communes et les immeubles traduisent la conversion d'une partie des revenus agricoles en patrimoine bâti. Les observations réalisées à Méagui rejoignent celles de GUELE G. P. (2025, p. 130) à Duékoué, où les investissements des populations migrantes participent aux transformations de l'habitat et du paysage urbain. Dans les deux cas, les ressources accumulées à partir d'activités exercées dans les territoires d'installation dépassent leur fonction initiale de revenu pour acquérir une dimension patrimoniale et spatiale.

À Méagui, cette territorialisation des revenus ne se limite toutefois pas à l'immobilier. Les investissements dans le commerce, les transports, l'hôtellerie et différents services montrent que l'accumulation agricole contribue également à la diversification de l'économie locale. La particularité des résultats obtenus réside ainsi dans la mise en évidence d'une circulation des capitaux entre espaces ruraux de production et espace urbain. L'agriculture de rente génère des ressources qui sont partiellement réinjectées dans des activités non agricoles et participent, par ce mécanisme, à la recomposition fonctionnelle du territoire d'accueil.

La dimension collective de ces investissements renforce cette dynamique. La participation des migrants et des organisations agricoles au financement des écoles, des équipements sanitaires et des infrastructures hydrauliques rejoint les résultats de YAO K. J. et ALOKO-N'GUESSAN J. (2020, p. 106) concernant l'implication des populations rurales de Méagui dans les infrastructures collectives. Elle concorde également avec les observations de SIAGBE Z. M. et al. (2025, p. 155) sur le rôle des coopératives cacaoyères dans l'accès à l'eau potable et la réalisation d'équipements collectifs.

Les observations réalisées à Pogréagui, où les organisations agricoles interviennent notamment dans les équipements scolaires et sanitaires, montrent cependant que l'intensité et les formes de cette participation peuvent varier localement. Elles nuancent ainsi le constat de YAO K. J. et ALOKO-N'GUESSAN J. (2020, p. 111) selon lequel l'intervention des organisations professionnelles agricoles reste parfois limitée à la réhabilitation d'infrastructures existantes. Des dynamiques comparables sont observées dans d'autres contextes ouest-africains. MOUSSA S. K. et ABOUBACAR S. (2021, p. 160) montrent notamment, dans la commune rurale d'Allakaye au Niger, que les ressources migratoires participent au logement, à l'hydraulique, à l'éducation et aux infrastructures locales.

Les résultats obtenus à Méagui permettent donc d'identifier une double territorialisation de la rente agricole : individuelle, par la constitution de patrimoines et la diversification des activités économiques ; collective, par le financement d'équipements et de services d'intérêt communautaire. C'est cette combinaison qui permet de considérer les investissements des migrants comme l'un des facteurs de recomposition socio-économique et spatiale du territoire d'accueil, sans pour autant leur attribuer à eux seuls les transformations observées.

4.3 Transferts financiers et recompositions différenciées des territoires d'origine

L'importance des transferts vers les territoires d'origine constitue le second versant de la territorialisation des revenus agricoles. Le fait que 97 % des migrants interrogés effectuent des transferts financiers montre que l'installation durable à Méagui ne se traduit pas par une rupture avec les espaces de départ. Les migrants maintiennent au contraire des relations économiques qui mettent en circulation une partie des ressources acquises dans le bassin agricole de Méagui. Cette situation conduit à envisager la migration non plus seulement comme un

déplacement entre un lieu de départ et un lieu d'arrivée, mais comme un système de relations économiques reliant durablement plusieurs territoires.

Les résultats montrent surtout que ces ressources sont converties en différentes formes d'investissement. Le foncier et l'immobilier occupent une place importante chez les migrants internes comme externes, traduisant la transformation des revenus agricoles en patrimoine dans les espaces de départ. Cette orientation contribue à la diffusion de nouvelles formes d'habitat et à la modification progressive des paysages résidentiels. Les investissements productifs et commerciaux prolongent cette dynamique en orientant une partie des capitaux vers les activités agricoles et marchandes.

Ces résultats rejoignent ceux de GUINDO Y. (2025, p. 8) dans le cercle de Diéma au Mali, où les ressources issues de la migration contribuent au fonctionnement des unités de production agricole, à l'achat d'intrants et d'équipements ainsi qu'à la sécurisation des ménages pendant les périodes de soudure. Ils concordent également avec les observations de MOUSSA S. K. et ABOUBACAR S. (2021) à Allakaye au Niger, où les ressources migratoires soutiennent les activités économiques, l'amélioration de l'habitat et différents investissements collectifs.

L'apport spécifique des résultats de Méagui réside cependant dans la mise en évidence de stratégies différenciées selon les catégories de migrants. Si l'investissement foncier et immobilier est commun aux migrants internes et externes, les premiers se distinguent davantage par leur participation aux investissements communautaires, tandis que les seconds présentent une forte orientation vers les investissements productifs et commerciaux. Cette différenciation suggère que les effets territoriaux des transferts ne dépendent pas seulement du volume des ressources envoyées, mais également des modalités selon lesquelles celles-ci sont réinvesties dans les espaces de départ.

Ainsi, les revenus issus de l'économie de plantation produisent des effets territoriaux qui dépassent les limites administratives du département de Méagui. Une partie est réinvestie dans le territoire d'accueil, tandis qu'une autre circule vers les territoires d'origine où elle contribue à la constitution de patrimoines, au développement d'activités productives et commerciales et au financement d'équipements collectifs. Les migrations agricoles mettent ainsi en relation des espaces de production, d'accumulation et de réinvestissement, donnant aux revenus de l'agriculture de rente une portée territoriale à plusieurs échelles.

5 Conclusion

Cette étude a analysé les relations entre migrations agricoles, accumulation économique, investissements et recompositions territoriales dans le département de Méagui. Les résultats montrent que les dynamiques migratoires reposent principalement sur des mobilités internes à la Côte d'Ivoire, auxquelles s'ajoutent des migrations internationales essentiellement ouest-africaines. L'ancienneté d'installation d'une part importante des enquêtés témoigne d'un ancrage durable de ces populations dans le territoire d'accueil.

Cette insertion repose largement sur l'économie de plantation, structurée autour du cacao et complétée par une forte présence de l'hévéaculture. Les revenus qui en découlent, bien qu'inégalement répartis entre les exploitants, constituent une base d'accumulation permettant le développement de différentes stratégies d'investissement. Dans le territoire d'accueil, ces ressources sont notamment orientées vers l'immobilier, le commerce et les services, mais également vers le financement d'équipements éducatifs, sanitaires et hydrauliques. Elles participent ainsi à la transformation du bâti, à la diversification des activités économiques et au renforcement des équipements collectifs.

L'influence des migrations agricoles dépasse toutefois les limites du département de Méagui. La quasi-totalité des migrants interrogés effectue des transferts financiers vers les territoires d'origine, où les ressources sont réinvesties dans le foncier et l'immobilier, les activités productives et commerciales ainsi que les réalisations communautaires. Les orientations observées diffèrent selon les catégories de migrants : les investissements fonciers et immobiliers sont largement partagés, tandis que les investissements communautaires sont davantage représentés chez les migrants internes et que les investissements productifs et commerciaux occupent une place particulièrement importante chez les migrants externes.

Les migrations agricoles apparaissent ainsi comme un processus reliant plusieurs territoires par des flux de populations, de revenus et d'investissements. Les ressources produites dans le bassin agricole de Méagui sont simultanément réinvesties dans l'espace d'accueil et transférées vers les espaces de départ, générant des effets socio-économiques et spatiaux à plusieurs échelles. L'intérêt principal de cette recherche réside dès lors dans la mise en évidence de cette double territorialisation de la rente agricole, qui contribue à la fois aux transformations du territoire d'installation et aux recompositions des territoires d'origine.

Ces résultats invitent néanmoins à approfondir l'analyse par une approche permettant de mesurer plus précisément les montants effectivement investis dans chaque territoire, les mécanismes de décision qui président à leur allocation et leurs effets différenciés selon l'ancienneté d'installation, le niveau de revenu et la catégorie migratoire. Une telle perspective permettrait de mieux apprécier, dans la durée, le rôle des migrations agricoles dans la structuration des relations économiques et territoriales entre espaces d'accueil et espaces d'origine.

REFERENCES

- [1] ADOU Diané Lucien, KOUAO N'kpomé Styvince Romaric, TROTSKY Mel, 2023, Migrations agricoles, dynamique de dégradation du couvert forestier et émergence de systèmes agro-forestiers à base de cacaoyer dans la Sous-préfecture de Bléniméouin (Ouest-ivoirien), in International Journal of Scientific Research and Management (IJSRM), Volume 11, Issue 09, pp.411-425.
- [2] GUELE Gué Pierre, 2025, Migration étrangère, mutations spatiales et socioéconomiques dans la ville de Duekoué (Côte d'Ivoire), in Revue EVALU'A Experts et Evaluateurs d'Afrique, n°6, pp.121-135.
- [3] GUINDO Youssouf, 2025, La migration, un facteur de la résilience des producteurs agricoles face aux changements climatiques dans le cercle de Diéma, in International Journal of Advanced Multidisciplinary Research, Volume 12, Issue 10, DOI : <http://dx.doi.org/10.22192/ijamr.2025.12.10.001>, 10p.
- [4] KONE Moussa, KONE Issiaka, 2018, Parcours migratoire et mode de cession foncière des fronts pionniers ivoiriens, in TROPICULTURA, n°36, volume 2, pp.328-336.
- [5] KOUASSI Koffi Moïse, 2023, Méagui, la Boucle du Cacao Ivoirien à l'Epreuve d'Une Pression Anthropique et d'un Système Agricole Alternatif : Des Menaces pour la Durabilité du Cacao, in European Scientific Institute, <https://doi.org/10.19044/esipreprint.6.2023.p681>, pp.681-699.
- [6] MOUSSA Souley Karimoun, ABOUBACAR Saadou, 2021, Apports socio-économiques de la migration des jeunes du Plateau de la commune rurale d'Allakaye (Département de Bouza) au développement local, in Akofena, n°003, Vol.1, pp.145-162.
- [7] Organisation Internationale pour des Migrations (OIM), 2023, Migration et agroécologie en Afrique de l'Ouest, Genève, Site web : www.iom.int, 16p.
- [8] SIAGBE Zahouela Marcelin, KARAMOKO Djénan Marie Angèle, YAO Affoua Marie-Rose, 2025, Les sociétés coopératives de production de cacao : actrices du développement local à Méagui dans le Sud-Ouest ivoirien, in RegardSuds Numero Spécial, Actes du colloque international : La géographie au cœur de la dynamique des territoires et du développement durable en Afrique subsaharienne, pp.145-170.
- [9] YAO Kouadio Jules, ALLA Kouadio Augustin, COULIBALY Sidiki Youssouf, 2018, Les migrants agricoles dans la restructuration de l'espace rural : cas du département de meagui au sud-ouest de la Côte d'Ivoire, in International Journal of Humanities and Social Science Research, Volume 4 ; Issue 6 ; pp. 81-90.
- [10] YAO Kouadio Jules, ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, 2020, Actions paysannes et développement rural dans les régions cacaoyères ivoiriennes : le cas des espaces ruraux du département de Méagui, Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire, in European Scientific Journal, Vol.16, N°.14, pp.99-122.